

ACCORD-CADRE

PRESTATIONS DE DERATISATION, DESINSECTISATION, DESINFECTION-
DECONTAMINATION ET DEPIGEONNISATION

REGLEMENT DE CONSULTATION



Référence : 2025_SGAR_PDL_4D

Accord-cadre mono-attributaire à bon de commande (article R2162-1 et -13 à -14 du code de la commande publique) passé en vertu des articles R2162-2 à R2161-5 et suivants (appel d'offres ouvert : pas de négociation possible) du code de la commande publique.

Date et Heure limites de remise des offres :

10 juin à 12h00

Code CPV Principal :

Code CPV : 90923000-3 – Services de dératisation

Code CPV : 90921000-9 – Services de désinfection et de désinfestation

Code CPV : 90922000-6 – Services de lutte contre les parasites

Le présent règlement de la consultation comporte 7 pages et 4 annexes

| | |
|-----------------|---|
| Annexe 1 | Clause sociale mode d'emploi |
| Annexe 2 | Détail quantitatif estimatif (DQE) |
| Annexe 3 | Liste des sites à visiter obligatoirement |
| Annexe 4 | Attestation de visite obligatoire |



Caractéristiques principales de la consultation



POUVOIR ADJUDICATEUR DE L'ACCORD-CADRE

Les services déconcentrés de l'État de la région des Pays de la Loire coordonnent leurs besoins; le représentant du pouvoir adjudicateur est le **préfet de la région Pays de la Loire**. Le marché est passé au profit des **services et établissements publics de l'Etat** situés en Pays de la Loire.



OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations préventives et/ou curatives d'élimination des nuisibles rencontrés sur les sites des services et établissements publics de l'Etat en région Pays de la Loire.

Les prestations concernées sont :

- La dératisation
- La désinsectisation
- La désinfection-décontamination
- La dépiégeonnisation

Ces prestations sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.



DUREE

Les lots de l'accord-cadre ont une durée de validité de douze (12) mois à compter de leur date de notification aux titulaires.

Ils font l'objet d'une reconduction tacite pour la même durée, dans la limite de trois reconductions. La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) MOIS à compter de sa date de notification.



LIEUX D'EXECUTION

Les sites potentiels d'intervention sont tous les bâtiments des services de l'Etat et établissements publics membres du groupement de commande, en Région Pays de la Loire.



ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE (5 lots mono-attributaires)

| Numéro de lot | Périmètre par lot |
|---------------|---|
| Lot 1 | Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection-décontamination et dépiégeonnisation (44) |
| Lot 2 | Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection-décontamination et dépiégeonnisation (49) |
| Lot 3 | Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection-décontamination et dépiégeonnisation (53) |
| Lot 4 | Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection-décontamination et dépiégeonnisation (72) |
| Lot 5 | Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection-décontamination et dépiégeonnisation (85) |



MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 400 000€ HT **pour la durée globale du marché (48 mois)**. La décomposition du montant maximum par lot est fixée comme suit :

| N° LOT | Montant maximum HT |
|--------|--------------------|
| Lot 1 | 100 000€ |
| Lot 2 | 75 000€ |
| Lot 3 | 75 000€ |
| Lot 4 | 75 000€ |
| Lot 5 | 75 000€ |



COMPOSITION DU DCE

- Le présent Règlement de consultation et ses 2 annexes

- L'acte d'engagement et son annexe financière (annexe 1)
- Le CCAP et ses 5 annexes
- le CCTP et son annexe 1

Les variantes ne sont pas autorisées.



LANGUE

Tous les documents écrits remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, à sa charge.

Comment candidater ?



DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats sont invités à présenter leur candidature soit sous forme de Document unique de marché européen (DUME), soit sous forme des formulaires DC1 et DC2 :

- DUME accessible dans la consultation sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) ou sur Chorus.

- DC1 et DC2 accessibles sur le site de la [DAI](http://www.dai.fr).



Éléments de capacité - à transmettre dès la remise des plis :

1- Le chiffre d'affaires et les effectifs moyens annuels (cf. art. F du DC2 ou DUME).

2- La capacité à produire des prestations similaires :

Présentation d'une liste des principales prestations, en lien avec l'objet de la présente consultation effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le client ainsi que les coordonnées d'un contact. Le candidat pourra présenter tout autre élément permettant de démontrer cette capacité.

3- Les certificats de qualifications professionnelles de l'entreprise relatif à l'activité de lutte contre les nuisibles conformément à la réglementation en vigueur

Il est accepté tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres de l'Union européenne.

4- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et l'assurance décennale.



Éléments de non interdiction de soumissionner – à transmettre à l'attribution seulement :

5- La déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique (cf. art. G du DC1 ou DUME).

6- Les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique.

7- Les pièces prévues aux articles R1263-12 (travailleurs détachés) et D8254-2 à D8254-5 (travailleurs étrangers) du code du travail, le cas échéant.

8- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Nota bene : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel (en particulier via le DUME simplifié) ou d'un espace de stockage numérique (par exemple e-attestations.com), à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.



DOSSIER D'OFFRE



Éléments à transmettre obligatoirement :

1- L'acte d'engagement et ses 2 annexes complétés.

Signé électroniquement (une signature scannée n'est pas une signature électronique). La signature n'est pas obligatoire pour le dépôt du dossier. Elle le sera pour la notification du marché.

Pour tous les lots : Le mémoire technique du candidat doit décrire son offre technique de façon conforme au **cadre de réponse technique** (CRT - annexe 2 à l'acte d'engagement), en incluant les **CV des personnes en charge de l'exécution des prestations**.

2- Le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à engager la société.

Si le signataire diffère du président, du directeur ou du gérant de l'entreprise ou de l'agence.
3- Le DQE – annexe 2 au présent règlement de consultation
4- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4)

Dans le DC4, le candidat indique la part qu'il a l'intention de sous-traiter (la sous-traitance totale est interdite).



EXAMEN DES OFFRES AVANT LES CANDIDATURES

En vertu de l'article R2161-4 du code de la commande publique « ***l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.*** Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il examine les candidatures de manière impartiale et transparente. Il veille notamment à ce que sa connaissance des offres n'influe en rien sur l'appréciation des motifs d'exclusion ou des critères de sélection ».

Modalités de transmission des offres



Les réponses sont transmises **EXCLUSIVEMENT** sous la consultation « 2025_SGAR_PDL_4D » et par voie électronique sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidatures et les offres peuvent être déposées jusqu'au MARDI 10 JUIN A 12H.

Toute remise sous une autre forme, hors copie de sauvegarde, sera rejetée.

Copie de sauvegarde : Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde » et être adressé à : Préfecture de région Pays de la Loire / SGAR – PFRA / 6 quai Ceineray – BP 33515 – 44 035 Nantes CEDEX 1.

Durée de validité des offres : Les offres sont valables pendant cent-vingt (120) JOURS à compter de la date limite de remise des offres.

La signature des offres n'est pas obligatoire lors du dépôt sur www.marches-publics.gouv.fr. Cependant, s'ils le souhaitent, les candidats pourront déposer des offres signées ; en ce cas, par voie électronique **EXCLUSIVEMENT**, au moyen d'un certificat authentifié¹ (une signature scannée n'est pas une signature électronique).



QUESTIONS-REPONSES

Toute question relative à la présente consultation doit être déposée sur la plate-forme sous la référence ci-dessus, au plus tard huit (8) JOURS calendaires avant la date limite. Passé ce délai, il n'y sera pas répondu.



MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le DCE jusque six (6) JOURS calendaires avant la date limite ci-dessus. Le cas échéant, tous les candidats identifiés ayant téléchargé le DCE seront informés des modifications apportées.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur modifiait le DCE au-delà du délai de six (6) JOURS, la date limite de dépôt des offres serait repoussée d'autant. Tous les établissements ayant téléchargé le DCE seraient informés des modifications apportées et de la nouvelle date limite de dépôt des offres.



EXAMEN DES OFFRES

NOTATION DE LA VALEUR TECHNIQUE – 100 points (pondération de 60%)

La valeur technique de l'offre est notée sur 100 points selon les deux sous-critères suivants

¹ Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus dans [PLACE](#) (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ou dans le [guide « très pratique » de la dématérialisation](#) des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) des ministères économiques et financiers.

(par ordre de priorité et arrondie par excès ou par défaut à la deuxième décimale) :

1. **Sous-critère n°1 : moyens humains et organisation dédiés aux prestations préventives et curatives** (Interlocuteur, personnels dédiés, planification des interventions, délais d'intervention, rapport d'intervention, accompagnement à la bonne gestion des bâtiments, ...), notée sur 40 points.
2. **Sous-critère n°2 : méthodologie** (techniques, produits et/ou procédés proposés pour la lutte contre les nuisibles, ...), notée sur 40 points
3. **Sous-critère n°3 : la performance environnementale** (réduction du taux d'émission de CO², valorisation des déchets, ...), notée sur 20 points ;

Pour chacun de ces sous-critères, il est demandé aux candidats de répondre impérativement et exclusivement à l'aide du cadre de réponse technique annexé au présent règlement, sous peine d'irrégularité et de rejet de l'offre.



NOTATION DE LA VALEUR FINANCIERE - 100 points (pondération de 40%)

Le prix est noté sur 100 points.

Pour chacun des lots, la note financière est établie sur la base d'un détail quantitatif estimatif² (non contractuel) communiqué aux candidats en annexe du présent règlement de consultation et établi en application des tarifs renseignés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

La note sera attribuée pour chaque lot de manière différenciée.

Le candidat proposant le meilleur prix obtient la note maximale de 100 points.

La note relative au critère prix pour les autres candidats est obtenue par application de la formule suivante (arrondie arithmétiquement) :

Le prix de chaque lot est noté sur 100 points

$$\text{Note obtenue} = 100 \times \left(\frac{M}{C} \right)$$

Avec :

- **M** représente le prix en €HT de la meilleure offre ;
- **C** représente le prix en €HT de l'offre du candidat étudiée.



DETERMINATION DE LA NOTE GLOBALE

La note globale est constituée de la somme des deux notes (technique et financière) pondérées.

Les offres sont classées par ordre décroissant des notes finales obtenues. En cas d'égalité, le classement obtenu à la notation financière sera prépondérant.

Le candidat classé en première position est pressenti pour l'attribution du marché, sous réserve qu'il ne rentre pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner énoncés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique et qu'il ait fourni une attestation d'assurance à jour dans les délais impartis.

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat classé en première position est pressenti pour l'attribution du marché sous réserve qu'il ne rentre pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner.



VISITES DE SITES (OBLIGATOIRES) :

Deux sites (lot 1 et lot 3) font l'objet d'une visite préalable obligatoire avant le dépôt des offres. Cette exigence est justifiée par la spécificité technique des sites concernés, qui nécessite une connaissance approfondie des lieux pour élaborer une offre précise et adaptée. Les candidats doivent impérativement se faire remplir l'attestation de visite (annexe 4 du présent règlement) par l'administration concernée et joindre ce document à leur offre. **Aucune visite ne devra être écartée par le candidat sur la base d'une connaissance préalable des lieux.** Les coordonnées des services responsables de site figurent dans l'annexe 3 du présent règlement de consultation.

A défaut le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre se réserve la possibilité

² Le détail quantitatif estimatif (DQE) sera établi et validé avant la date de remise des offres de la présente consultation.

d'écarter son offre, qui sera considérée comme incomplète, donc irrégulière, et devra être rejetée.

La liste des sites dont la visite préalable est obligatoire est fixée à l'annexe 3 au présent règlement de consultation.



OFFRES IRRÉGULIÈRES, INACCEPTABLES OU INAPPROPRIÉES

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées étant précisé qu'est :

- **Irrégulière**, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai de 3 jours calendaires, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres ;
- **Inacceptable**, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- **Inappropriée**, une offre qui est sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Autres éléments à noter



COTRAITANCE (= GROUPEMENT D'ENTREPRISES)

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements, ou en tant que mandataire de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Chaque membre du groupement conjoint doit faire apparaître distinctement la part de prestations qu'il réalise (poste de tarification, site concerné, etc.) afin de limiter la responsabilité de chaque membre. À défaut, la responsabilité exclusive du mandataire sera retenue.

SOUS-TRAITANCE

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.



TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de cette consultation, le candidat (et le cas échéant ses potentiels sous-traitants) est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.



LITIGES ET CONTENTIEUX

Le représentant du pouvoir adjudicateur, le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire de la Charte "Relations Fournisseur Responsables" portée par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats et est labellisé Relations fournisseurs – Achats Responsables adossé à la norme ISO 20400.

L'acheteur et le candidat, ci-après « les parties » s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la consultation. Le médiateur peut être saisi à l'adresse suivante : sgar-mediation.achats@pays-de-la-loire.gouv.fr

Les parties peuvent recourir au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends (CCIRA à Nantes) et/ou au médiateur des entreprises concernant l'exécution du marché public (DREETS), CCP, art. L. 2197-4

Contentieux

En cas de contentieux né de l'attribution de l'accord-cadre, le tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi

6 allée de l'Île Gloriette BP24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : 02 55 10 10 02
Télécopie : 02 55 10 10 03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Accès également via <https://www.telerecours.fr/>



CLAUSE SOCIALE DE LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE

Le présent accord-cadre met en place une clause sociale de lutte contre le décrochage scolaire en lien avec l'Education nationale. L'annexe 1 au présent règlement de consultation vous permet d'en savoir plus.